

(1)
(N° 360.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUILLET 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. de LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

Le budget du Ministère des Finances, voté le 30 avril 1924 par le Sénat, a été adopté par toutes les sections de la Chambre des Représentants. La commission spéciale chargée de l'examen approfondi de ce projet l'a voté par onze voix contre trois.

Les postes de dépenses prévus à ce budget n'ont guère donné lieu à de longues discussions. Celui-ci a surtout été examiné au point de vue de deux questions, qui ne semblent pas avoir fait l'objet spécial des études du Sénat, si l'on s'en réfère au très intéressant et documenté rapport présenté par l'honorable M. Van Overbergh, et à sa discussion publique devant cette Assemblée. La question du traitement et du recrutement de certains agents du service des contributions et les points, si délicats d'ailleurs, relatifs à l'application des lois d'impôts, ont surtout retenu l'attention de votre commission.

Comme les années précédentes, les receveurs des contributions, douanes et accises font valoir certains griefs; il est à espérer que le Département des Finances fera tous ses efforts pour solutionner au plus tôt ces difficultés, qui ne durent que depuis trop longtemps.

(1) Budget, n° 4xiii.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Lemonnier, président, Hallet, Houtart, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne, Consot, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke et Wauwermans.
- b) Six membre nommés par les Sections : MM. De Bruycker, Drion, De Bue, Golenvaux, Fieullien et Winandy.

Des renseignements fournis par le Gouvernement, il ressort que la bonne volonté de chacun ne peut être mise en doute, mais il estime qu'il est impossible de prendre certaines décisions, avant que la Commission spéciale chargée de l'étude de la péréquation des traitements, ait déposé ses conclusions.

Qu'il nous soit permis d'émettre le vœu, de ne pas voir oublier les familles nombreuses lors de l'établissement des nouveaux barèmes de traitement. Certes, il n'entre dans l'idée de personne, de manquer d'équité pour les célibataires ou des ménages sans enfants : il faut que chacun soit tout d'abord rémunéré suivant son rendement et sa capacité, mais rien ne pourrait empêcher que l'État et les pouvoirs publics ne s'occupassent des familles nombreuses et ne cherchassent à les aider. La constitution de caisses familiales auxquelles contribueraient les fonctionnaires et leurs employeurs, devrait être étudiée.

Dans la question II, en annexe, l'on trouvera des renseignements intéressant le recrutement des fonctionnaires qui semble être assuré, d'autant plus que l'industrie et les affaires commerciales paraissent avoir porté le nombre de leurs employés à la hauteur des besoins du temps et complété les rangs de leur personnel, éclaircis par la guerre.

L'application des lois d'impôts a fait l'objet de nombreuses questions, et de non moins nombreuses réponses, que la Chambre trouvera en annexe du rapport.

Certains membres ont émis l'opinion, qu'avant de recourir à des taxations nouvelles, il fallait faire rendre les impôts actuels. En effet, disaient-ils, créer des impôts nouveaux sans avoir obtenu de ceux qui existent leur rendement réel, ou à peu près, est favoriser le mauvais citoyen qui se dérobe au détriment du bon, qui se voit contraint souvent de payer plusieurs taxes parce que d'autres ne remplissent pas leur devoir. L'on signalait à la commission que l'impôt sur les bénéfices des grandes affaires industrielles et commerciales n'était pas suffisamment contrôlé et rapportait moins qu'il le devrait. L'on trouvera en annexe une note du département, répondant à ces critiques, et justifiant sa façon de faire. Il est à noter en plus que l'État jouit du droit de contrôle pendant de longues années, et que le fait d'avoir accepté la déclaration de bénéfice du redevable, et même perçu les droits sur celle-ci, n'implique pas pour l'État le renoncement à examiner plus tard la façon dont les bilans ont été établis et à modifier le montant de la taxe perçue.

Certains estimaient aussi, que le rapport de l'impôt dit de supertaxe, restait en dessous de celui qu'il pourrait atteindre. Ceci est possible, mais devrait être démontré. Le rendement de cet impôt va en augmentant. On peut se demander si son déficit, en admettant qu'il existe, et soit anormal, ne provient pas, spécialement, de sa nature même et de ses proportions. Telle qu'elle existe, la supertaxe, est très particulièrement personnelle, oblige presque le contribuable à établir publiquement sa situation, ce qui est souverainement contraire au tempérament essentiellement libre du Belge. Ajoutez à cela que cet impôt, à montante rapide et considérable puisqu'elle peut atteindre 30 p. c. du revenu, est très lourd.

Si l'on devait prendre des mesures d'application très sévères, que coûteraient-elles au trésor public? Quel renforcement n'imposeraient-elles pas à l'armée des fonctionnaires? Ne risquerait-on pas de faire fuir du pays bien des capitaux dont celui-ci a un si grand besoin? Si la nation belge pouvait disposer de fonds plus

considérables que ceux dont elle dispose, combien n'améliorerait-elle pas sa situation? Que de ressources supplémentaires ne trouverait-on pas rien qu'en touchant les impôts ecclésiastiques sur un capital doublé? Devant ces difficultés et les nécessités du moment, l'on peut se demander s'il ne serait pas opportun d'étudier une modification de la forme de l'impôt dit de « supertaxe ».

Nous soulevons ce problème parce qu'il est évident que, en matière d'impôt, notre pays doit être plus prudent et circonspect que n'importe quel autre.

Le principal objectif de notre politique financière doit être d'attirer les capitaux nécessaires au relèvement de la Patrie.

Or, de par notre situation industrielle, coloniale et commerciale, de très nombreux capitaux nous sont indispensables; nos ressources personnelles ne pouvant, de loin, pas suffire à tous nos besoins; la Belgique doit songer, plus que jamais, à devenir un centre d'affaires et de capitaux.

Pour y arriver, elle doit inspirer la confiance et se doter d'un régime fiscal approprié. C'est l'œuvre à laquelle tend notre Gouvernement.

Après avoir examiné le rendement de certains impôts, la commission a passé à un second examen du budget, qui, à certains points de vue, semble être le contre-pied du premier.

Le fisc, d'après d'aucuns, rend nos lois d'impôts très particulièrement désagréables, en les appliquant avec un esprit spécial, et non pas d'après l'esprit dans lequel elles ont été votées. Ainsi, en se basant sur les articles 5, 6, 10, 84 et 86 des lois coordonnées sur les revenus, des rappels d'impôts fonciers sont fréquents et le contribuable est dans l'impossibilité de se rendre compte s'il a, ou non, payé tous ses impôts. Le législateur a, par l'article 84, paragraphe 1, donné à l'Etat le droit de fixer une contribution provisoire pour 1920, et encore celui de faire de nouvelles estimations, même annuelles, des revenus, mais il n'entraîne pas dans le concept du législateur que le fisc se servirait de ce droit, et des termes de l'article 5 de la loi, pour modifier suivant ses recherches les impôts fonciers payés par les contribuables, impôts remontant quelquefois à plusieurs années, sous prétexte que, en certaines années, l'impôt foncier exigé et cependant fixé par lui, ne correspondait pas au bail réel, ou à l'estimation du moment. Ce procédé eût peut-être été justifiable, si la loi avait fait au contribuable l'obligation de déclarer le montant de ses baux, mais cela n'est pas. Des notes publiées en annexe, il semble résulter que les rappels d'impôts fonciers seront, d'ici peu, supprimés, le cadastre étant à jour.

De même beaucoup se plaignent que le fisc n'admet pas que certains baux ruraux sont loués en dessous d'un prix qu'il détermine lui-même. Il semble cependant que le texte de la loi oblige de tenir pour réel le revenu qui ressort du bail enregistré appuyé des quittances de loyer, à moins de prouver la fraude.

Bien d'autres taxes et impôts ont donné lieu à des échanges de vue et à des questions au Gouvernement, dont les réponses sont publiées en annexe. Entre autres celles concernant l'application de la taxe de jeu, aux concours de pigeons, l'exonération des spectacles de charité, l'emploi des timbres fiscaux spécialement dans leurs rapports avec le petit commerce. Des renseignements ont aussi été demandés concernant les instructions données aux agents chargés du contrôle direct.

Votre Commission a pris également connaissance des arrêtés ministériels relatifs à l'application de la loi « sur le trafic et la refonte des monnaies métalliques » que certains ont trouvé sévères.

La question de savoir s'il ne serait pas avantageux pour l'État de prendre à sa charge une partie du personnel des différentes catégories de receveurs a été soulevée. Certains membres penchaient à croire que cette réforme serait lucrative, le rendement des recettes pouvant, à leur idée, être augmenté de sommes considérables.

Votre Commission a estimé, dans sa majorité, que ce point devait être signalé au pouvoir compétent pour étude.

Le Rapporteur,

P. DE LIEDEKERKE.

Le Président,

M. LEMONNIER.

Annexe.

QUESTION I.

La Commission des Finances désire être renseignée sur les devoirs des agents chargés de surveiller la fraude par le contrôle direct. (Achats d'objets de luxe, demandes de boissons alcooliques, etc.)

RÉPONSE.

A. — Taxe de luxe.

La loi qui a institué la taxe de luxe était exposée à devenir lettre morte, lorsque l'Administration a décidé de recourir à la méthode directe, qui consiste à charger des agents d'opérer des achats ou de prendre des consommations *exactement dans les mêmes conditions que le fait le public en général*, sans la moindre provocation et sans aucune manœuvre tendant à inciter le contribuable à se mettre en contravention.

L'Administration centrale tient étroitement en main l'unique équipe qui, dans le pays entier, est chargée de procéder selon cette méthode. Elle est à même d'affirmer, de la façon la plus formelle, que l'attitude de ses agents est irréprochable et que certaines critiques, dont la presse s'est parfois fait l'écho, sont des histoires inventées de toutes pièces par des contribuables fraudeurs qui essaient de se disculper.

Si l'Administration peut être à ce point catégorique, c'est qu'elle a exercé une grande vigilance sur le contrôle et qu'elle a fait procéder à des enquêtes chaque fois qu'un fait reprochable en lui-même était dénoncé par la presse ou autrement.

A l'heure actuelle, dans les grandes villes, la loi sur la taxe de luxe est dans l'ensemble bien observée. Mais dans les villes de province, où l'équipe volante d'agents acheteurs et consommateurs ne s'était pas encore rendue, on relève près de 50 p. c. de contraventions.

Dans un avenir prochain, de ce côté également le mal sera guéri, et le recours à la méthode directe, parce qu'il passe inaperçu chez les commerçants soucieux du respect de la loi, ne provoquera plus aucune protestation.

L'Administration demande à la Commission des Finances qu'elle lui fasse confiance.

B. — Loi sur le régime de l'alcool.

QUESTION II.

Les feuilles de contributions n'indiquent plus la partie des sommes réclamées qui reviennent à l'Etat, aux provinces et aux communes; ces renseignements étaient fournis autrefois; ne peuvent-ils plus l'être actuellement ?

RÉPONSE.

Depuis 1905, alors que la tâche des receveurs était loin d'être aussi absorbante qu'à présent, les avertissements-extraits des rôles n'indiquent plus distinctement la part de la province et celle de la commune dans le montant des impôts directs. Cette mesure de simplification n'a présenté aucun inconvénient.

On ne pourrait revenir au système du passé sans entraver la rentrée régulière des impôts.

L'obligation d'indiquer sur les avertissements-extraits des rôles les sommes qui reviennent séparément à l'État, aux provinces et aux communes occasionnerait aux receveurs des contributions déjà surchargés un surcroît de besogne tel qu'ils ne sauraient plus suffire à la tâche. Actuellement déjà, ces fonctionnaires éprouvent de grandes difficultés pour mettre les rôles en recouvrement dès le dixième ou vingtième jour de leur réception, nonobstant les instructions précises sur la matière.

A moins d'un renfort considérable de personnel, qui n'est d'ailleurs pas à recommander, de nombreux mois deviendraient nécessaires pour la décomposition, *par impôt et par contribuable*, des sommes revenant aux différents pouvoirs publics. Cette décomposition entraînerait un travail non moins considérable, si elle était établie directement aux rôles; ceux-ci s'y prêteraient d'ailleurs mal dans leur texture actuelle, une seule colonne étant généralement réservée pour l'inscription d'un même impôt.

Quelque méthode que l'on adopte, il serait à craindre que dans l'impossibilité où ils se trouveraient d'exécuter désormais entièrement leur mission, les agents ne se laissent gagner par le découragement qu'il convient de prévenir, si on veut assurer la bonne marche du service.

D'ailleurs, les 95/100 des contribuables se préoccupent bien plus de connaître le montant de leurs impositions que la répartition de celles-ci entre les pouvoirs intéressés.

Les chiffres fractionnaires indiqués sur les avertissements permettent du reste de faire aisément la décomposition; cependant, les receveurs pourraient être invités à souligner à l'encre rouge les dits chiffres ou les taux des additionnels en cas d'augmentation de ceux-ci de manière que les intéressés connaissent la cause de l'accroissement de l'impôt.

QUESTION III.

Des mesures ont-elles été prises pour assurer l'arriéré existant dans le recouvrement des impôts et de la mise à jour du cadastre? Une source d'ennuis pour le contribuable est l'ignorance dans laquelle, par suite du retard, il est tenu de l'échéance de ses contributions, et de l'importance de l'arriéré et des rappels.

RÉPONSE.

Par suite du vote tardif du projet devenu la loi du 3 août 1920 qui a modifié des dispositions essentielles de la loi organique du 29 octobre 1919 relative aux impôts sur les revenus, les opérations concernant l'établissement des cotisations

n'ont pu être entreprises pour 1920, que vers la fin de cette année, ou dans le courant de 1921, soit avec un retard de plus d'un an.

Pour dissiper l'arriéré, l'administration a fait coïncider ces opérations pour les deux exercices 1921 et 1922.

Grâce à cette mesure, le retard s'est trouvé considérablement réduit pour l'exercice 1923, ainsi que pour l'exercice 1924 dont les déclarations pourront être distribuées dans le courant du mois de juillet, de telle sorte qu'il est permis d'espérer que pour 1925, la situation sera redevenue normale. Ces résultats n'ont pu être acquis que par une augmentation du nombre d'inspections et de contrôles des contributions, mais il en est résulté un accroissement considérable du rendement des impôts ainsi qu'une meilleure répartition du travail.

On a, en outre, recouru au système des prestations extraordinaires spécialement rémunérées qui, d'abord appliqué aux directions, aux inspections et aux contrôles, a été ensuite étendu aux recettes des contributions.

La réorganisation du cadastre, de même que les simplifications d'ordre technique et l'allocation d'indemnités particulières pour les travaux effectués en dehors des heures de bureau, ont également contribué à l'apurement graduel de l'arriéré dans les écritures cadastrales; malgré leur importance extraordinaire, les mutations relatives aux transactions immobilières réalisées au cours des années 1921 et 1922 seront terminées avant peu pour le pays.

Des rôles fonciers sont actuellement mis en recouvrement pour 1924, à concurrence de plus des trois quarts du même impôt pour 1925. Pour certaines villes et localités importantes, les premiers de ces rôles comprennent déjà les mutations provenant des transactions réalisées en 1923.

En résumé, le moment n'est pas éloigné où les contribuables recevront, comme par le passé, leurs avertissements-extraits des rôles dans le courant de l'année même qu'ils concernent. Il ne sera pas superflu d'ajouter qu'en vue de pallier aux difficultés qu'éprouveraient les personnes de condition modeste d'acquitter dans le mois de la réception de ces avertissements, les cotisations qui leur seraient réclamées pour plusieurs années en même temps ou à des intervalles rapprochés, une circulaire récente a accordé des facilités de paiement notamment aux contribuables dont le revenu global ne dépasse pas 20,000 francs, en prolongeant d'un mois le délai endéans lequel ils peuvent se libérer de l'impôt de l'année la plus rapprochée.

QUESTION IV.

Quel contrôle l'État exerce-t-il sur le montant des bénéfices réalisés par les sociétés ?

RÉPONSE.

En vertu de l'article 53 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, les sociétés (personnes morales) sont tenues de produire dans les trois premiers mois de chaque année une déclaration du montant de leurs revenus professionnels, ainsi que des revenus des capitaux investis, visés au 4^e du § 1^{er} de l'article 20 des dites lois.

D'autre part, l'article 54, § 1^{er}, stipule que les sociétés par actions doivent remettre au contrôleur des contributions du ressort, dans le mois de l'approbation

du bilan et du compte de profits et pertes, et, au plus tard, six mois après la clôture de l'exercice social, une déclaration énonçant le montant des revenus des actions ou des parts y assimilées. Cette déclaration, qui doit être certifiée exacte par les représentants des sociétés, est appuyée :

1° d'une copie du bilan et du compte de profits et pertes, des délibérations qui les approuvent et des comptes rendus ou rapports y relatifs ;

2° d'un état indiquant le nombre et le montant des actions et des obligations émises, ainsi que des titres de l'une ou de l'autre espèce qui ont été rachetés ou remboursés pendant l'exercice social écoulé ;

3° le cas échéant, d'une copie du bilan et du compte de profits et pertes spéciaux, relatifs aux affaires des établissements distincts situés à l'étranger ou dans la colonie.

L'exactitude des bénéfices déclarés par les sociétés peut donc être vérifiée au vu des bilans et comptes de profits et pertes produits.

Il est à noter aussi que l'art. 63 des lois précitées permet au Ministre des Finances d'ordonner éventuellement l'inspection des livres par un fonctionnaire ayant grade de contrôleur au moins.

Dans la pratique, les contrôleurs ainsi que des fonctionnaires du service spécial des contributions, experts en comptabilité, procèdent à un examen approfondi des documents produits. Les écritures des sociétés particulièrement importantes ainsi que celles dont la situation fiscale ne paraît pas absolument satisfaisante, font l'objet d'une vérification sérieuse dont les résultats sont maintes fois très appréciables.

QUESTION V.

Le recrutement du personnel est-il assuré pour les diverses branches du département ? Son insuffisance, le cas échéant, ne procède-t-elle pas du taux trop peu élevé des rétributions ?

RÉPONSE.

Les fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes, Douanes et Accises, comme ceux de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sont essentiellement des agents techniques dont la formation exige une culture générale permettant de s'assimiler les connaissances indispensables de droit.

Comme dans toutes les administrations de l'Etat, le Ministère des Finances s'est heurté depuis l'armistice à certaines difficultés de recrutement. La principale cause de ces difficultés résulte de l'insuffisance de préparation des jeunes gens qui ont fait leurs études pendant la guerre. Cette infériorité — qui se constate d'ailleurs dans le recrutement du personnel des administrations privées — constitue, comme je l'ai déclaré au cours de la séance du Sénat du 12 juin, un de ces dommages résultant de la guerre dont les conséquences ne peuvent être appréciées.

En effet, le nombre des candidats qui se présentent aux examens dépasse très largement le nombre d'emplois à conférer, mais la proportion parmi ces candidats de ceux qui réussissent l'examen est très notablement inférieure à celle d'avant-guerre.

J'ajoute qu'à l'heure actuelle, le taux de la rémunération exerce également quelque influence sur le recrutement. La Commission de péréquation des traitements étudie à cet effet le relèvement des barèmes.

QUESTION VI.

La multiplicité des taxes nonobstant l'unification du timbre ne nuit-elle pas aux petits commerçants, ne cause-t-elle pas des charges ou des ennuis que l'on pourrait réduire ou supprimer (taxe de transmission, de luxe, de facture, quittance, d'affichage, etc., etc.) ?

RÉPONSE.

La caractéristique du droit de timbre est de faire du contribuable le percepteur.

L'impôt entre dans la caisse du Trésor sans être grevé de frais de perception et il peut, grâce à cette circonstance, être fixé à des taux modérés.

Le prix de cette modération est donc la charge même qui est imposée au contribuable d'appliquer le timbre.

Cette charge pour le petit commerçant est à peu près nulle, parce qu'il peut y faire face lui-même; elle est plus sensible pour les grandes maisons, parce qu'un personnel supplémentaire est souvent nécessaire.

Si la législation sur le timbre est extrêmement vaste à raison même de la variété des matières qu'elle embrasse, si l'ensemble des règles qui gouvernent la perception des divers impôts connus sous le nom de taxe de transmission, taxe de luxe, timbre de facture, timbre de quittance, est complexe, il ne faut pas perdre de vue que, par cela, que l'activité de tout commerçant ou de tout industriel est limitée à une branche bien déterminée, le nombre de règles à observer par chacun est relativement restreint et qu'il l'est particulièrement pour le commerçant en détail.

Il faut évidemment que l'administration facilite la tâche des intéressés et qu'elle excuse les erreurs inévitables.

Dans cet esprit, elle ne se fait pas faute de faire œuvre de vulgarisation et, sauf pour la taxe de luxe où elle a eu combattre une mauvaise tendance, elle se montre extrêmement indulgente.

Elle entretient de fréquents contacts avec les intéressés et les chambres de commerce, et chaque fois qu'au point de vue pratique une simplification s'indique, elle n'hésite pas à entrer dans cette voie.

On a parfois suggéré l'idée de faire acquitter la taxe en une fois, sur le chiffre d'affaires, mais les auteurs de cette proposition perdent de vue que pareil système *a)* supprimerait le contrôle qu'exerce le public lui-même sur la perception de la taxe, grâce à la délivrance obligatoire d'un écrit timbré; *b)* exigerait la mobilisation d'une armée d'agents pour vérifier la comptabilité de chaque commerçant.

QUESTION VII.

Les formalités relatives à l'exonération totale ou partielle de la taxe sur les spectacles, ne pourraient-elles pas être simplifiées?

RÉPONSE.

L'exonération totale ou partielle de la taxe sur les spectacles prévue aux §§ 1 et 2 de l'article 2 de la loi du 28 février 1920 est subordonnée à certaines conditions déterminées par l'arrêté royal du 4 janvier 1922 pris en exécution du § 3 dudit article 2.

Au point de vue de l'application de ces dispositions, les spectacles ou divertissements peuvent être rangés en trois catégories :

1° Ceux qui sont organisés au profit notamment d'œuvres philanthropiques, littéraires ou d'utilité publique;

2° Ceux qui sont organisés habituellement ou occasionnellement soit par ces œuvres elles-mêmes ou sous leur contrôle, soit par d'autres œuvres ayant aussi un caractère artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique;

3° Les spectacles d'amateurs.

En vertu de la loi, c'est l'absence de tout but lucratif qui constitue le principal critérium de l'exonération totale ou partielle de la taxe.

Afin d'éviter des abus, l'Administration a été obligée de faire produire par les organisateurs des pièces justificatives pour contrôler l'affectation des recettes.

Ce contrôle impose naturellement une perte de temps aux organisateurs et aux agents de l'Administration; mais il est indispensable pour assurer l'application de la loi et donner ainsi tous apaisements aux exploitants professionnels qui sont soumis à la taxe. Il va sans dire que ces derniers ne sont pas du tout favorablement disposés à l'égard de leurs concurrents exonérés.

Néanmoins, on a permis aux organisateurs de représentations ou concerts d'amateurs — sans doute ceux que vise principalement la question — de se libérer des formalités susdites en acquittant une taxe forfaitaire de 20 francs ou le tiers de la taxe intégrale, selon que les recettes ne dépassent pas ou excèdent 800 francs.

C'est ce régime simplifié au possible qui suscite encore quelques récriminations de certains organisateurs; mais ainsi que l'impliquent ces courtes considérations, leurs critiques sont dénuées de fondement.

Interprétation de l'article 90 de la loi du 28 août 1921.

D'après l'article 90, sont notamment soumis à une taxe de 10 p. c. les enjeux des doublages ou paris établis à côté du programme régulier de la société organisatrice du concours.

Les doublages sont donc des paris enregistrés ailleurs que sur les listes de « la société organisatrice ». Ce dernier terme s'entend de la société qui effectue la mise en loge et les préparatifs de l'épreuve. Dès lors, si les diverses sociétés ralliantes enlogent les pigeons dans leurs locaux respectifs et acceptent des paris dans ces locaux, les dits paris, généralement modérés parce que conclus, entre personnes d'une seule localité, sont exempts de la taxe de 10 p. c. Mais les paris conclus en outre, sur les mêmes pigeons à l'occasion des mêmes voyages au local d'une fédération ou d'une société-mère, sont imposables parce qu'ils doivent être assimilés aux doublages définis plus haut, c'est-à-dire aux paris non enregistrés sur les listes de la société effectuant la mise en loge.

En sens inverse, les paris acceptés sur les listes de la fédération ou de la société-mère seraient exempts si cet organisme les acceptait dans le local où il effectuerait aussi la mise en loge ; mais dans ce cas, les paris conclus simultanément dans les locaux des sociétés ralliantes seraient impossibles.

Encore aucune taxe ne serait-elle exigible si l'enlogement s'effectuait dans les locaux des sociétés ralliantes et si celles-ci acceptaient des paris uniquement pour compte de la fédération ou société-mère, *sans accepter simultanément des paris réservés à leurs seuls membres*. Dans ce cas, et quoique la répartition des prix nécessiterait un travail de coordination à l'intervention de la société-mère, il n'y aurait cependant pas de double série de paris conclus entre personnes réparties en catégories distinctes.

Au cours des débats parlementaires, M. Wauwermans, rapporteur de la loi du 28 août 1921, a fait ressortir que, pour interprétation du terme « doublages », on doit s'en rapporter à l'article 90 de la dite loi, qui atteint les paris faits *en dehors du local* (Ann. parl. Chambre, session 1920/1921, p. 2534) Il a visé un seul local, tout comme l'article 90 prévoit une seule société organisatrice.

Il n'est donc pas douteux que l'interprétation adoptée par l'Administration des contributions directes est conforme au texte légal et à l'intention du législateur. Celui-ci a entendu restreindre les paris excessifs : or, parmi les combinaisons favorisant ces derniers, on doit évidemment ranger celle qui permet à l'amateur de conclure, à l'occasion du voyage d'un pigeon, deux séries de paris, en deux ou plusieurs endroits et avec des personnes différentes.

En d'autres termes, si le sport colombophile doit être encouragé parce qu'il constitue un délassement pour les amateurs, dont le plus grand nombre se recrute parmi la classe ouvrière, il importe de refréner la passion du jeu qui se manifeste, assez souvent dans l'espèce, par l'importance et la multiplicité des paris.

(12)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JULI 1924.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER de LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Financiën, op 30 April 1924 door den Senaat goedgekeurd, is door al de afdelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen geworden. De bijzondere Commissie, belast met het grondig onderzoek van dit ontwerp, nam het op hare beurt aan met elf tegen drie stemmen.

De op deze begrooting voorziene posten van uitgaven hebben geenszins aanleiding gegeven tot lange besprekingen. De begrooting is inzonderheid onderzocht geworden met het oog op twee vraagpunten welke niet zoo zeer de aandacht van den Senaat schijnen opgewekt te hebben, zoo men verwijst naar het zeer belangwekkend en gedocumenteerd verslag van den heer Van Overbergh en naar het openbaar debat in deze Vergadering.

De quaestie van de bezoldiging en van de aanwerving van zekere agenten in den dienst der belastingen en de overigens zoo kiesche punten betreffende de toepassing der belastingwetten, hebben vooral de aandacht van uwe Commissie op zich gevestigd.

(1) Begrooting, n° 4xiii.

(2) Samenstelling der Bijzondere Commissie :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren Lemonnier, voorzitter, Hallet, Houtart, ondervoorzitters, Carlier, David, secretarissen, Bologne, Cousot, De Bruyne (Aug.), de Liedekerke, Donnay, Ozeray, Pussemier, Soudan, Straus, Van Glabbeke en Wauwer-mans.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren De Bruycker, Drion, de Bue, Golenvaux, Ficullicn en Winandy.

Zooals de vorige jaren, doen de ontvangers der belastingen, donanen en accijnzen zekere grieven gelden ; het is te wenschen dat het Departement van de Financiën al zal doen wat mogelijk is om eerlang die bezwaren op te lossen welke maar al te lang hebben bestaan.

Uit inlichtingen geleverd door de Regeering blijkt, dat de goede wil van eenieder niet in twijfel mag getrokken worden, doch zij is van oordeel dat het niet mogelijk is zekere beslissingen te treffen vooraleer de bijzondere Commissie, belast met de studie van den omslag der jaarwedden, hare besluitselen heeft neergelegd.

Het weze ons toegelaten den wensch uit te drukken, bij het opmaken van de nieuwe wedderoosters, dat de talrijke gezinnen niet zouden vergeten worden. Gewis, zal niemand er aan denken onbillijk te willen zijn voor de ongehuwden of de kinderlooze gezinnen : het is noodig dat vooreerst iedereen bezoldigd worde volgens zijn rendeeering en zijne bekwaamheid, doch niets zou kunnen belétten dat de Staat en de Openbare machten zich bezighielden met de talrijke gezinnen en zou trachten die te helpen. Het vestigen van gezinskassen, waartoe de ambtenaren en diegenen waarvan zij afhangen zouden bijdragen, dient bestudeerd te worden.

In de vraag II (Bijlage) zal men de inlichtingen vinden betreffende de aanwerving der ambtenaren, welke aanwerving schijnt verzekerd te zijn, des te meer daar de nijverheid en de handel hun kader van bedienden schijnen gevuld te hebben volgens de behoeften van den tijd en hunne, door den oorlog gedunde rangen, te hebben aangevuld.

De toepassing der belastingwetten heeft stof gegeven tot talrijke vragen en antwoorden, welke in de Bijlage van dit verslag te vinden zijn.

Sommige leden hebben de zienswijze geuit dat men, alvorens tot nieuwe taxaties over te gaan, de huidige belastingen diende te doen opbrengen. Inderdaad, zoo zeggen ze : met nieuwe belastingen in te voeren zonder de bestaande al, of nagenoeg al, te hebben doen geven wat ze kunnen, bevoordeelt men den slechten burger die zich achter den goede verduikt, welke vaak verplicht is verscheidene heffingen te betalen omdat anderen hun plicht niet doen. Men wees de Commissie er op, dat de belasting op de winsten der groote nijverheids- en handelszaken niet genoegzaam werd nagegaan en min opbracht dan zij moest. In de Bijlage zal men een nota vinden van het Departement, welke op die kritieken antwoordt en zijne politiek rechtvaardigt. Men merke daarbij op, dat de Staat het recht van contrôle bezit gedurende lange jaren, en dat het feit van de winstaangifte van den schatplichtige te hebben aanvaard, en zelfs van daarop rechten te hebben geheven, niet beteekent dat de Staat afziet van het recht om nadien te onderzoeken hoe de balansen werden opgemaakt en om het bedrag der geheven taxe te wijzigen.

Sommigen meenden ook dat de opbrengst der supertaxe niet voldoet aan wat zij zou moeten opbrengen. Dit is mogelijk, doch men zou het eerst moeten bewijzen. De opbrengst van die belasting wordt immer grooter. Men mag zich afvragen of haar tekort, — aannemende dat er tekort bestaat en dat het abnormaal is, — niet bijzonder voortkomt uit den aard der belasting zelf en uit haar omvang. Zooals zij bestaat, is de supertaxe zeer inzonderheid van persoon-

lijken aard en verplicht bijna den belastingschuldige zijn toestand in 't openbaar te doen kennen, hetgeen in de hoogste mate strijdig is met het innerlijken gevoelen van vrijheid aan den Belg eigen. Voeg daarbij, dat deze belasting, welke snel en sterk opklimt, — dewijl ze 30 t. h. van het inkomen kan bereiken — zeer zwaar om dragen is.

Indien men zeer strenge toepassingsmaatregelen moest nemen, wat zouden die niet aan de Schatkist kosten? Hoezeer zou men het leger der ambtenaren dan niet moeten uitbreiden? Zou met dan niet het gevaar loopen vele kapitalen te doen uitwijken, welke men zoo groot noodig heeft? Indien de Belgische natie over aanzienlijker fondsen kon beschikken dan die waarover zij thans beschikt, hoezeer zou zij niet haar toestand verbeteren? Wat al bijkomende inkomsten zou men niet vinden, alleen met de cedulaire belastingen te innen van een verdubbelde kapitaal?— Tegenover die moeilijkheden en de behoeften van het oogenblik, mag men zich afvragen of het niet gepast zou zijn eene wijziging te bestudeeren van de zoogezegde « supertaxe ».

Wij werpen dit problema op omdat het klaar is dat, in zake van belasting, ons land meer voorzichtig en meer omzichtig moet zijn dan welk ander ook.

Het voornaamste doel van onze financieele politiek moet zijn, de noodige kapitalen aan te trekken voor de opbeuring van het Vaderland.

Welnu, door onzen nijverheids-, kolonialen en handelstoestand, zijn zeer talrijke kapitalen voor ons onontbeerlijk geworden; onze persoonlijke middelen kunnen, op verre na, niet voor onze behoeften volstaan; België moet, meer dan ooit, er op bedacht zijn een midden te worden van zaken en van kapitalen.

Om daartoe te geraken, moet het vertrouwen inboezemen en zich een gepast fiscaal regime geven. Daartoe strekt de werking van onze Regeering.

Na de opbrengst van sommige belastingen te hebben onderzocht, ging de Commissie over tot een tweede onderzoek van de Begrooting, dat, in zekere opzichten, het tegengestelde van het eerste schijnt te zijn.

Volgens de eenen, maakt de fiscus onze belastingwetten uiterst onaangenaam, wanneer men ze toepast in een bijzonderen geest en niet volgens den geest waarin ze werden gestemd. Alzoo, steunende op de artikelen 5, 6, 10, 84 en 86 der samengeordende wetten op de inkomsten, worden herhaaldelijk grondbelastingen opnieuw ingevorderd en de schatplichtige is in de onmogelijkheid zich rekenschap te geven of hij ja dan neen al zijne belastingen heeft betaald. Door artikel 84, paragraaf 1, heeft de wetgever aan den Staat het recht gegeven om, voor 1920, een voorloopige belasting te bepalen, en nog het recht om nieuwe ramingen te doen, zelfs jaarlijksche, van de inkomsten; doch het was niet in het gedacht van den wetgever dat de fiscus zou gebruik maken van dit recht alsmede van de termen van artikel 5 der wet om, volgens zijne opsporingen, de door den belastingschuldige betaalde grondbelastingen te wijzigen, welke belastingen vaak reeds verscheidene jaren achter zich hebben, onder voorwendsel dat, tijdens zekere jaren, de door hen geëischte en vastgestelde grondbelasting niet overeenstemde met de eigenlijke huurwaarde of met de raming van het oogenblik. Die doenwijze ware wellicht te rechtvaardigen geweest, indien de wet den belastingschuldige verplicht had het bedrag zijner huurwaarde op te geven, doch dit is niet alzoo. Uit de in de Bijlage medegedeelde nota's schijnt te blijken, dat de

nieuwe invorderingen van grondbelastingen eerlang zullen afgeschaft worden, daar het kadaster bijgewerkt is.

Eveneens, klagen velen dat de fiscus niet aanneemt, dat sommige landpachten verhuurd zijn beneden den prijs dien hij zelf bepaalt. Het schijnt, nochtans, dat de tekst der wet verplicht om voor echt te houden het inkomen dat blijkt uit de geregistreerde huurceel, gestaafd door huurkwitanties, tenzij het bedrog te bewijzen.

Veel andere heffingen en belastingen geven aanleiding tot gedachtenwisselingen en tot vragen aan de Regceering, waarvan de antwoorden in de Bijlage te vinden zijn. Onder andere die, welke betrekking hebben op de toepassing van de belasting op het spel, op de duivenprijskampen, de vrijstelling van de liefdadigheidsvertooningen, het gebruik der fiskale zegels in zonderheid in hunne betrekkingen met den kleinhandel. Inlichtingen zijn ook gevraagd geworden omtrent de onderrichtingen gegeven aan de agenten die belast zijn met de rechtstreeksche contrôle.

Uwe Commissie heeft insgelijks kennis genomen van de Ministerieele besluiten betreffende de toepassing der wet « op den handel in en het smelten van geldstukken », welke door sommigen streng werden bevonden.

De quaestie werd opgeworpen om te weten of het niet voordeelig ware voor den Staat te zijnen laste een gedeelte te nemen van het personeel der onderscheidene categorieën van ontvangers. Sommige leden dachten dat die hervorming winstgevend zou zijn, daar, zoo meenden zij, de opbrengst der ontvangsten aanzienlijk zou verhoogen.

Uwe Commissie was, voor hare meerderheid, van gevoelen dat dit punt moest overgemaakt worden aan de bevoegde overheid om bestudeerd te worden.

De Verslaggever,

P. DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,

M. LEMONNIER.



Bijlage.

VRAAG I.

De Commissie voor de Financiën wenscht ingelicht te worden omtrent de plichten der agenten belast met toezicht te houden op het bedrog door rechtstreeksche controle. (Aankopen van weeldevoorwerpen, vragen naar alcoholische dranken, enz.)

ANTWOORD.

A. — Weeldebelasting.

De wet, waarbij de weeldebelasting werd ingevoerd, was blootgesteld om niet toegepast te kunnen worden, toen het Bestuur besliste de rechtstreeksche methode te gebruiken, welke er in bestaat, agenten te belasten met het doen van aankopen of het nemen van consumpties, *juist in dezelfde voorwaarden als het publiek het doet over het algemeen*, zonder de minste provocatie en zonder eenig manœuvre er toe strekkende om den schatplichtige aan te zetten de wet te overtreden.

Het Hoofdbestuur houdt een nauw toezicht over de eenige ploeg welke, over gansch het land, gelast is volgens die methode te werken. Uitdrukkelijk mag het zeggen, dat de houding dier agenten onberispelijk is en dat sommige kritieken, welke men al eens in de pers tegenkwam, historiekens zijn, uitgevonden door bedrieglijke schatplichtigen, om zich wit te wasschen.

Zoo het Bestuur in zulke mate beslist kan bevestigen, dan is het omdat het een groot toezicht uitoefent op de controle en dat het, telkens dat een door de pers of anderszins aangebracht berispelijk feit te zijner kennis komt, tot een streng onderzoek doet overgaan.

Op dit oogenblik, wordt, in de groote steden, de wet betreffende de weeldebelasting over 't algemeen goed nageleefd. Doch in de provinciesteden, waar de omreizende ploeg koopende en verbruikende agenten nog niet geweest is, stelden men 50 t. h. overtredingen vast.

Eerlang zal daar ook het kwaad niet meer bestaan en zal het aanwenden van de rechtstreeksche methode, — dewijl zij geen sporen nalaat bij de handelaars die de wet eerbiedigen — geen verzet meer ontmoeten.

Het Bestuur vraagt aan de Commissie van de Financiën dat zij in hem vertrouwen zou willen stellen.

B. — De wet op de regeling van het alcoholverbruik.

VRAAG II.

De belastingbrieven vermelden niet meer het gedeelte der opgeëischte sommen welke bestemd zijn voor den Staat, de provinciën en de gemeenten; die inlichtingen werden vroeger verstrekt; kan dit thans niet meer geschieden?

ANTWOORD.

Sedert 1905, toen de taak der ontvangers in lange niet zoo ingewikkeld was

als heden, de waarschuwingen-uittreksels uit de rollen geven met meer afzonderlijk aan welk deel is van de provincie en dat van de gemeente in het bedrag der rechtstreeksche belastingen. Die maatregel van vereenvoudiging heeft geen enkel bezwaar opgeleverd.

Men zou tot het vroeger stelsel niet kunnen terugkeeren zonder het regelmatig innen der belastingen te hinderen.

De verplichting van op de waarschuwingen-uittreksels uit de rollen de sommen te vermelden welke afzonderlijk toekomen aan den Staat, aan de provinciën en aan de gemeenten, zou aan de reeds overlaste ontvangers zulk een overwerk geven dat zij er niet meer zouden uitgeraken. Reeds nu, hebben die ambtenaren groote moeite om de rollen invorderbaar te maken van af den tienden of den twintigsten dag van hunne ontvangst, niettegenstaande de nauwkeurige onderrichtingen dienaangaande.

Tenzij het personeel aanzienlijk versterkt wordt, hetgeens trouwens niet steeds aan te raden is, zullen er talrijke maanden noodig zijn om de sommen die aan de onderscheidene openbare machten toekomen, *per belasting en per belastingschuldige*, te ontbinden. Die onthinding zou een niet minder aanzienlijk werk veroorzaken, indien zij rechtstreeks werd toegepast op de rollen; deze zouden zich, trouwens, daar slecht toe leenen in hun huidige samenhang, daar een enkele kolom gemeenlijk wordt voorbehouden voor de vermelding van een zelfde belasting.

Welke methode men ook aanneme, zou het te vreezen zijn dat de agenten, in de onmogelijkheid waarin zij zich zouden bevinden om voortaan geheel hunne zending te vervullen, zich zouden ontmoedigen — hetgeen moet vermeden worden — indien men den goeden gang van den dienst wil verzekeren.

Overigens, de 95 t. h. der belastingschuldigen toonen zich veel meer bezorgd het bedrag van hunne belastingen te kennen dan den omslag daarvan onder de belanghebbende machten.

De breuken van cijfers op de waarschuwingen vermeld laten overigens toe de ontbinding gemakkelijk te doen; echter, zouden de ontvangers kunnen verzocht worden met rooden inkt gezegde cijfers te onderstrepen of de bijkomende bedragen in geval van verhooging, maar zoodanig dat de betrokkenen de oorzaak zouden kennen van de belastingverhooging.

VRAAG III.

Werden er maatregelen getroffen om de achterstallige belastingen in te vorderen en het kadaster bij te houden? Het is een bron van ongemakken voor den belastingschuldige, wegens dit achterblijven, niet te weten wanneer hij zijne belastingen moet betalen, hoe hoog de achterstallen beloopt en wat van hem nog gevorderd wordt.

ANTWOORD.

Ten gevolge van het laattijdig aannemen der wet van 3 Augustus 1920 tot wijziging van de hoofdbepalingen der organieke wet van 29 October 1919 betreffende de belastingen op het inkomen, konden de verrichtingen tot het vaststellen van de aanslagen voor 1920 slechts worden gedaan op het einde van dat jaar, of in den loop van 1921, dus met meer dan één jaar vertraging.

Ten einde den achterstand weg te ruimen, heeft het Bestuur die verrichtingen voor de jaren 1921 en 1922 doen samengaan.

Dank zij dien maatregel, werd de achterstand voor 1923 aanzienlijk ingekort, dit eveneens voor 1924, waarvan de aangiften in den loop van Juli zullen kunnen rondgedeeld worden, zoodat men, voor 1923, kan hopen dat de toestand normaal zal geworden zijn. Die uitslagen konden niet worden verkregen zonder een vermeerdering van het aantal inspecties en contrôles van de belastingen, doch deze hebben veel meer opgebracht en het werk was beter verdeeld ook.

Daarenboven, heeft men een stelsel gebruikt van buitengewone dienstverleening, mits bijzondere bezoldiging, welke eerst is toegepast geworden op de directies, op de inspecties en de contrôles, en nadien uitgebreid tot de ontvangers der belastingen.

De herinrichting van het kadaster, evenals de vereenvoudigingen van technischen aard en de toekenning van bijzondere vergoedingen voor overwerk, hebben er insgelijks toe bijgedragen den achterstand in de kadastergeschriften geleidelijk aan te zuiveren; ondanks hunne buitengewone belangrijkheid, zullen de mutaties betreffende de in den loop van 1921 en 1922 gedane dadingen van onroerende zaken eerlang voor heel het land gedaan zijn.

Rollen van grondbelastingen worden thans voor 1924 ingevorderd ten beloope van meer dan de $\frac{3}{4}$ derzelfde belasting voor 1923. Voor sommige steden en aanzienlijke localiteiten omvatten de eerste dezer rollen reeds de mutaties ontstaan uit de dadingen getroffen in 1923.

Kortom, het oogenblik is nabij waarop de belastingschuldigen, als vroeger, hun waarschuwing-uittreksel uit de rollen zullen ontvangen in den loop van het jaar waarvoor het moet dienen. Het zal niet overbodig zijn hier bij te voegen dat — om de moeilijkheden te verhelpen, die personen van nederigen stand zouden gevoelen om, binnen de maand van de ontvangst dezer waarschuwingen, den aanslag te betalen, welken hun voor verscheidene jaren in eens of met korte tusschenpoozen zou gevraagd worden, — aan de belastingschuldigen wier gezamenlijk inkomen niet 20,000 frank overtreft, bij onlangs uitgekomen zendbrief gemak van betaling wordt toegestaan, door met één maand den termijn te verlengen gedurende welken zij de belasting van het jongste jaar mogen kwijten.

VRAAG IV.

Welke controle oefent de Staat uit over het beloop der winsten door de vennootschappen gemaakt?

ANTWOORD.

Krachtens artikel 53 der samengeordende wetten betreffende de belasting op de inkomsten, zijn de vennootschappen (rechtspersonen) verplicht, binnen de eerste drie maanden van elk jaar, een aangifte over te leggen van hunne bedrijfsinkomsten, alsmede de inkomsten van de aangewende kapitalen, zooals bedoeld bij n° 4°, § 1 van artikel 20 dier wetten.

Anderzijds, zegt artikel 54, § 1, dat de vennootschappen op aandeelen aan den controleur der belastingen in het gebied, binnen de maand waarin de balans en de winst- en verliesrekening is goedgekeurd geworden, en, uiterlijk

zes maand na de afsluiting van het boekjaar, eene aangifte moeten overhandigen, vermeldende het beloop van de inkomsten der aandeeleu of der daarmede gelijk-gestelde deelen. Bij die aangifte, welke echt verklaard moet worden door de vertegenwoordigers der vennootschappen, wordt :

1° Een afschrift van de balans en van de winst- en verliesrekening gevoegd, van de beraadslagingen die ze goedkeuren en van desbetreffende verslagen of processen-verbaal ;

2° Een lijst aanduidende het getal en het bedrag der uitgegeven aandeeleu en obligatiën, alsmede der titels van een of andere soort, welke, gedurende het verloop maatschappelijk boekjaar, werden afgekocht of uitgekeerd ;

3° In voorkomend geval, een afschrift van de bijzondere balans en van de winst- en verliesrekening, betreffende de zaken der afzonderlijke inrichtingen gelegen in het buitenland of in de kolonie.

De juistheid der winsten aangegeven door de vennootschappen kan dus worden nagegaan op het nazien der overgelegde balansen en winst- en verliesrekeningen.

Het valt te bemerken dat artikel 63 van voornoemde wetten aan den Minister van Financiën toelaat eventueel het onderzoek van de boeken te bevelen door een ambtenaar hebbende minstens den graad van controleur.

In de practijk, gaan de controleurs alsmede de ambtenaren van den bijzonderen dienst der belastingen, deskundigen in boekhouding, over tot een grondig onderzoek van de overgelegde stukken. De schrifturen der bijzonder aanzienlijke vennootschappen alsmede van die wier fiskalen toestand niet volstrekt voldoende blijkt, worden op ernstige wijze opgenomen en de uitslagen daarvan zijn vaak zeer aanzienlijk.

VRAAG V.

Is de aanwerving van het personeel verzekerd voor de onderscheidene takken van het departement? Is de ontoereikendheid er van, soms niet het gevolg van het te lage cijfer der bezoldiging?

ANTWOORD.

De ambtenaren van het Bestuur der Rechtstreeksche Belastingen, Douanen en Accijnzen, even als die van het Bestuur der Registratie en der Domeinen zijn hoofdzakelijk technische beambten wier formatie een algemeene cultuur vereischt, zoodat zij zich de onontbeerlijke rechtskundigheden vermogen eigen te maken.

Zooals in al de besturen van den Staat, heeft het Ministerie van Financiën sedert den wapenstilstand, zekere moeilijkheden ontmoet bij de aanwerving van agenten. De voornaamste oorzaak van die moeilijkheden is de ongenoegzame voorbereiding der jongelieden welke hunne studiën onder den oorlog hebben gedaan. Die minderwaardigheid — welke overigens wordt vastgesteld bij de aanwerving van het personeel der private besturen — maakt, zooals ik het zegde in den Senaat, vergadering van 12 Juni, een dier nadeelige gevolgen uit van den oorlog, waarvan de schade niet te begrooten is.

Inderdaad, het aantal candidaten, welke zich voor de examens aanbieden, is min grooter dan het aantal der begeben plaatsen, doch de verhouding onder die

candidaten van degenen die in het examen slagen is merkelyk lager dan dat vóór den oorlog.

Ik voeg er bij dat op dit oogenblik de bezoldiging insgelijks eenigen invloed op de aanneming uitoefent. De Commissie voor den omslag der jaarwedden bestudeert daartoe de verhooging van de barema's.

VRAAG VI.

Is de groote hoeveelheid heffingen, ondanks de eenmaking van het zegelrecht, geen hindernis voor de kleinhandelaars, geen oorzaak van lasten of ongenoegen welke men zou kunnen verminderen of afschaffen (overdrachtsbelasting, weeldebelasting, belasting op de facturen, de kwijtbrieven, de plakbrieven, enz., enz.)?

ANTWOORD.

Het kenmerk van het zegelrecht is, dat het van den belastingschuldige den belastingontvanger maakt.

De belasting komt in de kas der Thesaurie zonder bezwaard te zijn met inningskosten en, dank zij deze omstandigheid, kan zij laag worden gesteld.

De prijs van deze vermindering is dus de last zelf welke aan den belastingschuldige wordt opgelegd om het zegel aan te hechten.

Voor den kleinhandelaar is deze last zoo goed als niet bestaande, omdat hij daarvoor geen vreemde hulp behoeft; hij is wat grooter voor de aanzienlijke huizen omdat deze daartoe dikwijls een bijzonder personeel moeten op na houden.

Indien de wetgeving op het zegelrecht zeer uitgebreid is wegens de verscheidenheid der stoffen welke zij omvat, indien de gezamenlijke regels betreffende de inning der onderscheidene belastingen, gekend onder den naam van overdrachtsbelasting, weeldebelasting, factuurzegel, kwitantiezegel, ingewikkeld zijn, dient men niet uit het oog te verliezen dat daardoor, hoewel de werkzaamheid van ieder handelaar of van ieder nijveraars tot een wel bepaald vak is beperkt, het aantal door elk na te leven regels betrekkelijk gering is en dit inzonderheid voor den handelaar in 't klein.

Het is voorzeker noodig dat het Bestuur de taak der belanghebbenden verlichte en dat het de onvermijdelijke missingen verschoone.

Met zulke gevoelens beziel, kan het niet anders dan vulgarisatiewerk verrichten en, behalve voor de weeldebelasting, waar het eene verkeerde strekking te bestrijden had, toont het zich uiterst tegemoetkomend.

Het onderhoudt zooveel voeling mogelijk met de belanghebbenden en de handelskamers, en iedermaal dat, in practisch opzicht, een vereenvoudiging aangevoelen wordt, aarzelt het niet daarop in te gaan.

Soms werd de gedachte vooruitgezet de belasting in eens te doen betalen naar het zakencijfer, doch de indieners van dit voorstel verliezen uit het oog dat dergelyk stelsel : a) de contróle zou afschaffen welke het publiek zelf uitoefent op de inning der belasting, dank zij de verplichte aflevering van een verzegeld geschrift; b) een leger van agenten zou vergen om de boekhouding van ieder handelaar op te nemen.

VRAAG VII.

Zouden de formaliteiten betreffende de geheele of gedeeltelijke vrijstelling van de belasting op de vertooningen niet kunnen vereenvoudigd worden?

ANTWOORD.

De geheele of gedeeltelijke vrijstelling der belasting op de vertooningen, voorzien bij §§ 1 en 2 van artikel 2 der wet van 28 Februari 1920, hangt af van zekere voorwaarden bepaald bij Koninklijk besluit van 4 Januari 1922, genomen ter uitvoering van § 3 van gezegd artikel 2.

Ten opzichte van de toepassing dezer bepalingen kunnen de vertooningen of vermakelijkheden in drie categorieën worden gerangschikt :

1° Die welke ingericht worden ten bate namelijk van menschevende, letterkundige werken of werken van openbaar nut ;

2° Die welke gewoonlijk of toevalliglijk worden ingericht, hetzij door die werken zelf of onder hun toezicht, hetzij door andere werken die ook een kunst-, letterkundig-, wetenschappelijk karakter hebben of van openbaar nut zijn ;

3° De vertooningen van liefhebbers.

Krachtens de wet is het afwezig zijn van winstgevend doel het bijzonder criterium dat dient om geheel of gedeeltelijk van de belasting te worden vrijgesteld.

Ten einde misbruiken te vermijden, is het Bestuur verplicht geweest door de inrichters bewijsstukken te doen overleggen om de bestemming der ontvangsten te controleeren.

Die controle legt blijkbaar een tijdverlies op aan de inrichters en aan de agenten van het Bestuur; doch het is onontbeerlijk om de toepassing der wet te verzekeren en alzoo alle geruststelling te verleen aan de beroepsondernemers van vertooningen en vermakelijkheden die aan de belasting onderworpen zijn. Het is klaar dat deze laatsten geenszins goedgunstig zijn gesteld ten opzichte van hunne vrijgestelde concurrenten.

Echter, heeft men toegelaten aan de inrichters van vertooningen en concerten door liefhebbers — ongetwijfeld diegenen welke door de vraag worden bedoeld — zich vrij te maken van bovengenoemde formaliteiten met een forfaitaire taxe van 20 frank te kwijten of het derde der geheele taxe, naargelang de ontvangsten 800 frank overschrijden of beneden dat cijfer blijven.

Het is dit zoo veel mogelijk vereenvoudigd stelsel dat nog tot eenige klachten vanwege zekere inrichters aanleiding geeft ; doch zooals die korte beschouwingen het in zich bevatten, zijn hunne kritieken van allen grond ontbloot.

Verklaring van artikel 90 der wet van 28 Augustus 1921.

Volgens artikel 90, worden namelijk onderworpen aan eene belasting van 10 t. h. de inzetten bij dubbelspel of weddenschappen ingesteld buiten het geregeld programma der maatschappij die den prijskamp inricht.

De dubbelspelen zijn dus weddenschappen die geregistreerd worden elders dan op de lijsten van de « maatschappij die den prijskamp inricht ». Deze laatste term betreft de maatschappij welke het inkorven verricht en de proef voorbereidt. Zoo, dienvolgens, de onderscheidene toetredende maatschappijen de duiven

in hunne onderscheidenlijke lokalen inkorven en in deze lokalen weddenschappen aannemen, zijn deze weddenschappen, over 't algemeen klein van belang, omdat zij aangegaan worden onder personen eener zelfde localiteit, vrij van de belasting van 10 l. h.

Doch de weddenschappen, daarentegen aangegaan op dezelfde duiven bij gelegenheid van dezelfde reizen in het lokaal eener federatie of eener moeder-maatschappij, zijn belastbaar omdat zij moeten gelijkgesteld worden aan de hooger bepaalde dubbelspelen, te weten op de weddenschappen niet geregistreerd op de lijsten der maatschappij welke de inkorving verricht.

Omgekeerd, zouden de weddenschappen, aangenomen op de lijsten der federatie of der moeder-maatschappij, ontslagen zijn indien deze inrichting dezelve aanvaardde in het lokaal waar zij ook de inkorving zou verrichten; doch in dit geval, zouden de weddenschappen, tegelijkertijd aangegaan in de lokalen der toetredende maatschappijen, belastbaar zijn.

Nog zou geen enkele belasting kunnen geëischt worden, indien de inkorving geschiedde in de lokalen van de toetredende maatschappijen en indien deze de weddenschappen alleen zouden aanvaarden voor rekening der federatie of der moeder-maatschappij, *zonder tegelijkertijd weddenschappen te aanvaarden aan hunne leden alleen voorbehouden*. In dit geval, en hoewel de verdeling der prijzen een werk van samenordering zou vereischen door tusschenkomst van de moeder-maatschappij, zou er echter geen dubbele reeks van weddenschappen zijn, aangegaan onder personen in onderscheidene categorieën verdeeld.

Tijdens de parlementaire debatten, heeft de heer Wauwermans, verslaggever der wet van 28 Augustus 1921, doen uitschijnen dat men, voor de verklaring van den term « dubbelspel », zich moet houden aan artikel 90 van gezegde wet, waarbij getroffen worden de weddenschappen gedaan *buiten het lokaal*. (*Handel. Kamer*, zittingsjaar 1920/1921, blz. 2534.) Hij doelde op een enkel lokaal, zooals artikel 90 een enkele inrichtingsmaatschappij voorziet.

Het is dus niet twijfelachtig, dat de verklaring aangenomen door het Bestuur der rechtstreeksche belastingen overeenstemt met den wettigen tekst en met het inzicht van den wetgever. Deze heeft de overdreven weddenschappen willen verminderen : welnu, onder de combinaties waardoor deze laatste worden bevoordeeld, moet natuurlijk gerangschikt worden die welke den liefhebber toelaat, bij gelegenheid van de reis eener duif, twee reeksen van weddenschappen te sluiten, in twee of meer plaatsen en met verschillende personen.

In andere woorden, zoo de duivensport moet aangemoedigd worden omdat zij een ontspanning is voor de liefhebbers, waarvan het grootste gedeelte tot de arbeidende klasse behooren, is het noodig de speeldrift te beteugelen, welke, maar al te dikwijls in deze zaak, zich doet blijken door de aanzienlijkheid en de menigvuldigheid der weddenschappen.
